Notes de lecture

Rosemary Elizabeth GALLI, *People's Spaces and States Spaces. Land and Governance in Mozambique*, 2003, Oxford, Lexington Books, 328 p., ISBN : 07-391-0632-5.

Rosemary Galli nous plonge dans l'histoire sociale, économique et politique de quatre « petites » communautés rurales mozambicaines, des années 1930 à 2000 : les communautés de Kalanje dans le district de Sanga au nord du pays (province de Niassa), de Kanda au centre (district Gorongosa) et deux communautés Chaiva dans le district Mossurize, au sud du Mozambique. En effet, à partir des années 1990, l'auteure a accompagné neuf ans durant, au sein de l'*Instituto nacional de desenvolvimento rural* (INDER) financé par des bailleurs internationaux, un programme national de planification d'aide au retour à la terre des populations rurales réfugiées suite à la guerre civile.

C'est une véritable histoire analytique des rapports entre un gouvernement, à la logique centralisatrice, et sa population que Rosemary nous livre. Les communautés rurales ont traversé les conquêtes coloniales en s'y adaptant, tout en préservant leurs caractéristiques organisationnelles, culturelles et économiques. Leur intégrité et leur cohésion historiquement conservées fondent leur grande flexibilité face aux changements intervenus du fait de la guerre. En se basant sur la capacité d'adaptation de ces communautés, l'auteure et son équipe imaginent une nouvelle façon d'appréhender la planification des retours et incitent le gouvernement à passer d'une gestion technobureaucratique à une approche plus participative. Celle-ci consiste à demander aux gens comment les aider à planifier eux-mêmes leur territoire. L'ouvrage démontre ainsi de manière très éclairante, à quel point l'implication des populations locales est nécessaire à l'implantation des programmes nationaux : sans cette participation décisive, le programme, dans sa conception originelle, aurait conduit au simple gaspillage de millions de dollars.

Mai 2005, **Marion Gret**

GLOBAL WITNESS, *Les affaires sous la guerre : armes, pétrole et argent sale en Angola*, Marseille, Agone, 2003, 230 p., ISBN : 2-910846-90-3 (« Les "dossiers noirs" d'Agir ici & Survie », 18).

Roman policier ou livre d'histoire ? On est un peu dans les deux ambiances en lisant ce rapport d'enquêtes, fruit des travaux de journalistes et de militants, regroupés par l'ONG Global Witness (témoin mondial), dans une traduction française qui s'ajoute à la collection des *Dossiers noirs* publiées à l'initiative des associations françaises *Agir Ici* et *Survie*. Le texte complet, ainsi que certains autres de la même veine, est accessible sur le site de Global Witness, <www.globalwitness.com>, en anglais, portugais et français. Les informations présentées dans ce rapport sont tirées d'articles de presse, tous donnés en références, ainsi que de données obtenues grâce à des investigations approfondies menées en 2000 et 2001.

Parmi les personnes qui ont fourni des informations à Global Witness, certains l'ont fait en prenant un risque réel.

Si on passe sur de petites erreurs (erreur d'un mois sur la date de la mort de Savimbi) et sur de très nombreuses redites, il nous reste une foule de renseignements précis sur les personnes, les compagnies, les sommes d'argent, les procédures judiciaires, les liens internationaux, qui nous permettent de nous orienter beaucoup mieux dans un monde qui se veut caché mais dont l'influence est évidente. Démonstration y est faite que les angolais ont été dépouillés de leurs droits et dépossédés pendant plus de quatre décennies de guerre civile. Le conflit angolais a été exploité à des fins d'abus économiques organisés tels que l'appropriation et le blanchiment à grande échelle des avoirs de l'État grâce à des budgets parallèles, des marchés d'armes surévalués, et un endettement délibéré s'appuyant sur l'hypothèque de la production pétrolière à venir. Il n'est pas réaliste compte tenu de ces informations de mettre les échecs de l'État angolais directement sur le compte de la guerre, et encore moins depuis la mort de Savimbi.

Ce rapport est structuré en trois grandes parties : une première où l'*Angolagate* est minutieusement décortiqué et où on fait complètement connaissance avec Pierre Falcone et Arcadi Gaidamak, entre autres acteurs de ce « Scandale » (titre de cette première partie) ; une deuxième partie qui étudie, sous ce titre, « La complicité des sociétés pétrolières » et souligne les quelques progrès réalisés aujourd'hui de ce côté ; et une troisième et dernière partie plus courte et plus technique, mais accessible, « Le financement », et qui suffit à faire comprendre comment fonctionne le blanchiment de l'argent. Global Witness nous fait remarquer que ce problème s'étend à tous les pays où les ressources naturelles représentent une large part des revenus de l'État, où la corruption est associée à ces revenus et où les paiements des entreprises sont opaques. Les industries du pétrole, du gaz et des ressources minières sont importantes dans plus de cinquante pays en voie de développement, où vivent quelque 3,5 milliards de personnes dont 1,5 milliard avec moins de 2 dollars par jour. Douze des vingt-cinq pays les plus dépendants de leurs ressources minières et six des pays les plus dépendants de leur pétrole sont classés par la banque mondiale comme « pays pauvres extrêmement déficitaires » et présentent certains des plus bas indicateurs de développement humain.

Une proportion significative de l'investissement étranger dans les pays les moins développés appartient au secteur des industries du pétrole, du gaz, et des ressources minières. Le revenu provenant de cet investissement parvient aux gouvernements sous la forme d'impôts, taxes et autres versements. Si ce revenu était géré de façon efficace et transparente, il pourrait être à la base d'un développement réussi et de la réduction de la pauvreté. Global Witness, en effet, ne se contente pas d'énoncer des faits et de décrire les mécanismes du blanchiment de l'argent, elle énonce aussi sur plusieurs pages des recommandations qui s'adressent aux sociétés pétrolières, aux banques, aux gouvernements, au FMI, au G8, à l'Union européenne, et à l'OCDE. Le leitmotiv de toutes ces recommandations est la transparence.

Mai 2005, Jean-Pierre Chavagne